



Assemblée générale

Soixante-seizième session

8^e séance plénière

Mercredi 22 septembre 2021, à 18 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

La séance est ouverte à 18 h 10.

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Point 72 de l'ordre du jour (suite)

Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Le Président (*parle en anglais*) : Comme annoncé précédemment, l'Assemblée entendra d'abord les présentations des synthèses des débats par les présidents des deux tables rondes de la réunion de haut niveau.

Je donne maintenant la parole à S. E. M^{me} Naledi Pandor, Ministre des relations internationales et de la coopération de l'Afrique du Sud et Présidente de la table ronde 1, qui va présenter la synthèse des débats de la table ronde 1.

M^{me} Pandor (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : J'exprime ma plus sincère gratitude pour l'occasion qui m'est donnée. Je vais faire un résumé des débats de la table ronde 1, dont le thème était « Réparations, justice raciale et égalité pour les personnes d'ascendance africaine – où en sommes-nous 20 ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ? »

J'ai eu le privilège de présider la table ronde 1, au cours de laquelle les orateurs ont été invités à discuter des progrès réalisés, des difficultés rencontrées et des enseignements tirés des efforts déployés pour éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, 20 ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. J'ai bien sûr eu l'occasion de me retirer temporairement de la présidence pour prononcer la déclaration de mon gouvernement, puis j'ai invité les États Membres à poursuivre en partageant leurs points de vue sur l'état d'avancement de la lutte contre le racisme, en particulier à travers le prisme de la situation des personnes d'ascendance africaine, qui est le thème général adopté par l'Assemblée générale. Je m'acquitte de la tâche qui m'a été confiée et présente ici aux États Membres une synthèse des points abordés par la table ronde.

Celle-ci a débuté par les interventions de différents chefs d'État – les chefs d'État de Cuba, du Malawi, des Seychelles, de la Guinée équatoriale, du Kenya, des Comores, du Guyana, du Zimbabwe et des Maldives. Les hauts dignitaires comprenaient des chefs et des chefs adjoints de gouvernement ; des ministres ont également pris la parole, notamment ceux du Costa Rica, de la Barbade, des Fidji, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Chine, de la Namibie, de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Algérie, du Pérou, de la Côte d'Ivoire, de l'Afrique du Sud, du Guatemala, de l'Indonésie, de Maurice, du Bangladesh, du Mozambique, de la Tunisie, du Lesotho et du Sénégal, ainsi que de l'État de Palestine.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

21-26094(F)



Document adapté

Merci de recycler



Les participants des groupes de parties prenantes énumérés au paragraphe 7 c) de la résolution 75/320 ont également pris la parole. Des représentants des entités et experts ci-après du système des Nations Unies ont pris part à la réunion : le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, le Président du Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Enfin, la Directrice exécutive du Congressional Black Caucus Political Education and Leadership Institute (Institut politique pour l'éducation et le leadership du Comité des législateurs noirs du Congrès des États-Unis) a prononcé un discours.

Tous les intervenants ont réaffirmé la volonté de leur gouvernement et de leurs institutions d'éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. La majorité d'entre eux a rappelé que la Déclaration et le Programme d'action de Durban constituent un instrument historique qui crée un cadre complet faisant autorité dans la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination raciale et qui reste pertinent 20 ans après son adoption.

Bon nombre d'intervenants se sont félicités de l'orientation thématique de la réunion de haut niveau et des tables rondes, et certains orateurs ont reconnu que le rôle des cofacilitateurs désignés pour diriger les négociations sur la déclaration politique rédigée à l'occasion du vingtième anniversaire, à savoir les Représentants permanents du Portugal et de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, était positif. Plusieurs orateurs ont réaffirmé leur soutien à la déclaration politique convenue. D'autres ont déploré le fait que certains États Membres aient choisi de ne pas participer à la commémoration, tandis qu'un orateur a souhaité que la déclaration contienne une condamnation plus ferme de l'antisémitisme.

De nombreux intervenants ont fait référence à plusieurs jalons reflétant les progrès réalisés grâce au dialogue et aux accords conclus par l'ONU, tels que l'adoption de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine, celle de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et l'adoption toute récente de la Journée internationale des personnes d'ascendance africaine.

En outre, certains orateurs ont insisté sur l'importance du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine en tant que mécanisme de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et la nécessité de le soutenir par des contributions volontaires, et d'autres ont rappelé la création toute récente de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine. L'un des intervenants a également demandé au Conseil des droits de l'homme de prendre part au suivi des progrès de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

D'aucuns ont regretté la perpétuation du racisme et de la discrimination deux décennies après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Ils ont noté que la situation était intrinsèquement liée à l'héritage d'injustices historiques, notamment le colonialisme, l'esclavage et la traite des esclaves, auxquelles on n'a toujours pas remédié et qui requièrent des réparations, tandis que d'autres orateurs ont reconnu la nature systémique du racisme, précisant que le racisme était ancré dans les structures sociales et institutionnelles.

Bon nombre d'orateurs ont appelé à des efforts concertés à l'échelle internationale pour garantir l'application des réparations, conformément au thème de la réunion de haut niveau. Ils ont estimé qu'il faut le faire compte tenu de l'héritage de l'esclavage, qui, selon certains orateurs, a privé les nations africaines et les peuples d'ascendance africaine d'une série de droits, et ils ont appelé à une approche globale dans les programmes nationaux et internationaux, en commençant par une reconnaissance et des excuses de la part des anciennes puissances coloniales.

Plusieurs intervenants ont également appelé à la fin de l'impunité en matière de discrimination. Un intervenant a demandé que soit organisé un sommet international sur les réparations pour la traite des esclaves. Un autre orateur a rappelé les objectifs de la justice internationale réparatrice, qui nécessiterait que des séries de programmes de soutien au développement et d'annulation de la dette fassent l'objet de discussions multilatérales, et a appelé à une restructuration réparatrice des institutions internationales, qui a été considérée comme étant indispensable pour que ceux qui ont été exploités comme colonies au moment de la création desdites institutions bénéficient d'opportunités et d'une certaine équité.

Un autre orateur a lancé un appel spécial à la création d'une coalition internationale contre la discrimination et a fait remarquer que le rapport de la

Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine faisait état d'un recours excessif à la force et d'autres violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre et que ce rapport apporte un éclairage supplémentaire sur la terrible réalité de la discrimination.

Plusieurs orateurs ont évoqué leurs efforts ou ceux déployés par leurs pays pour combattre le racisme et l'intolérance qui y est associée au moyen de quelques normes nationales, notamment au niveau constitutionnel. Ils ont rappelé l'importance d'institutions nationales chargées de la lutte contre la discrimination raciale. D'autres ont ajouté que des institutions éducatives telles que le Musée intercontinental de l'esclavage et le Mémorial et Musée de Gorée ont un rôle important à jouer.

De nombreux intervenants ont rappelé que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avait mis au jour et exacerbé la discrimination raciale. Ils se sont dits profondément préoccupés par ce qu'ils ont appelé le nationalisme vaccinal, notant qu'une telle approche renforçait les inégalités entre les États. L'un d'entre eux a fait remarquer que la Déclaration et le Programme d'action de Durban prévoyaient une gestion globale de la pandémie. Ces orateurs ont demandé à la communauté internationale de veiller à ce que les vaccins contre la COVID-19 soient accessibles sans discrimination et mis à la disposition de tous. Un autre intervenant a rappelé que la discrimination raciale dans des domaines tels que l'accès aux soins de santé, existait déjà avant la pandémie, tandis qu'un autre a mentionné la discrimination subie par des peuples en situation d'extrême vulnérabilité, tels que les Rohingyas et les Palestiniens.

Certains ont souligné les défis posés par la composition multiethnique et pluriculturelle de leurs sociétés, tandis que d'autres ont expliqué comment ils ont fait de leur diversité une force. Les intervenants se sont également déclarés très préoccupés par la montée des discours haineux, de l'incitation à la haine raciale et de la désinformation, en ligne et hors ligne.

Un orateur a mis en garde contre les cas où la discrimination est utilisée comme prétexte pour s'engager dans la lutte contre le terrorisme, et un autre a demandé que les grandes entreprises multinationales du numérique qui permettent aux partisans des discours haineux et de la propagande raciale de s'exprimer sans limites rendent des comptes.

De nombreux orateurs ont appelé à de nouveaux efforts et mesures de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Ils ont souligné l'importance de mener une action conjointe et de prendre des mesures collectives pour relever les défis actuels. Beaucoup ont évoqué la nécessité d'une volonté politique, notamment au niveau international, et un intervenant a souligné l'importance des mesures spéciales, notamment une représentation accrue des personnes d'ascendance africaine aux postes à responsabilité au niveau mondial.

Par ailleurs, les États ont été invités à adopter des plans d'action nationaux durables pour lutter contre le racisme et l'intolérance qui y est associée. Certains intervenants ont attiré l'attention sur les bonnes pratiques internationales en matière de lutte contre le racisme et la discrimination. À titre d'exemple, on peut citer la proclamation par l'Union africaine de la période 2020-2030 Décennie des diasporas africaines ; la création de la Commission des réparations de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et son plan en 10 points ; et le récent sommet Union africaine-CARICOM.

Les intervenants ont également souligné que la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée était essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable et tenir la promesse de ne laisser personne de côté. Les participants invités au titre du paragraphe 7 c) de la résolution 75/320 ont également souligné l'importance capitale de la déclaration, en tant que feuille de route et outil permettant de dénoncer, de combattre et d'éliminer la discrimination structurelle, en rappelant que les femmes et les filles paient un lourd tribut au sexisme et au racisme, qui est souvent masqué par l'absence de données ventilées, ce qui rend les femmes invisibles. Ils ont souligné que certains peuples et pays continuaient d'être victimes du racisme, mais qu'il ne fallait jamais perdre espoir. Ils ont appelé à revitaliser les alliances qui ont rendu possibles la Déclaration et le Programme d'action de Durban afin d'aborder la question des réparations à titre prioritaire, et nous ont rappelé les rapports sur la question émanant des mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales.

Les discussions d'aujourd'hui ont été éclairantes, constructives et tournées vers l'avenir. J'espère que cette commémoration ne se réduira pas à des déclarations, mais que nous avancerons ensemble vers

l'élimination du racisme, en redoublant d'efforts pour corriger les erreurs du passé, et que nous veillerons à avancer ensemble grâce à des actions concrètes.

Comme le prévoit la déclaration politique que nous avons adoptée ce matin, nous proclamerons ensemble notre ferme volonté de faire de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée une priorité pour chacun de nos pays. Ce sont là les éléments clefs qui sont ressortis des délibérations que nous avons tenues dans le cadre de la table ronde, et je vous remercie sincèrement, Monsieur le Président, de nous avoir accordé ce privilège.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Pacôme Moubelet Boubeya, Ministre des affaires étrangères du Gabon et Président de la table ronde 2, qui va présenter le résumé des débats de la table ronde 2.

M. Boubeya (Gabon) : Il me revient le privilège de présenter les résultats de la table ronde 2, un exercice que je vais m'employer à faire en anglais puisque nous n'avons pas eu la version définitive française. Je voudrais donc demander à tout le monde d'être indulgents sur la lecture que je vais faire de ce document.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

J'ai eu l'honneur de présider la table ronde 2, intitulée « Réparations, justice raciale et égalité pour les personnes d'ascendance africaine – comment appréhender le passé pour mieux aller de l'avant ? ».

Pendant cette table ronde, les intervenants ont été invités à discuter comment le traitement de la discrimination raciale passée et le fait d'envisager des réparations peuvent contribuer à faire progresser la lutte contre le racisme. Ils ont également été invités à s'exprimer sur la pertinence et l'utilité de la Déclaration et du Programme d'action de Durban pour faire face aux tendances nouvelles et émergentes en matière de lutte contre la discrimination.

Je tiens à remercier les États Membres, les observateurs, les experts du système des Nations Unies et les représentants du monde universitaire et d'organisations non gouvernementales de leur participation active et de leurs contributions au débat d'aujourd'hui.

J'ai le plaisir de présenter aux États Membres et aux autres participants le résumé des travaux de la table ronde 2. Tous les orateurs représentant les États Membres de l'ONU ont réaffirmé la détermination de

leurs gouvernements à prévenir, combattre et éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. De nombreux orateurs ont souligné la pertinence et l'utilité, 20 ans après leur adoption, de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, ainsi que de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Plusieurs intervenants ont indiqué que la Déclaration et le Programme d'action de Durban restent le cadre le plus complet et le plus axé sur l'action pour lutter contre ces fléaux. De nombreux orateurs ont expressément réitéré l'attachement de leurs gouvernements à l'application pleine et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et de ses processus de suivi.

Plusieurs personnes se sont félicitées de l'adoption à cette réunion de haut niveau de la déclaration politique. Un orateur a regretté que la déclaration politique adoptée ne fasse pas référence à la question des réparations, tandis qu'un autre s'est félicité que ce même document fasse explicitement référence à l'antisémitisme.

Plusieurs intervenants ont regretté la décision de certains États de ne pas participer à la réunion d'aujourd'hui. La création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine a été saluée par un certain nombre d'orateurs comme une étape importante pour rendre justice aux personnes d'ascendance africaine et améliorer leurs moyens de subsistance. D'autres ont reconnu l'importance de plusieurs commémorations, notamment la récente proclamation de la Journée internationale des personnes d'ascendance africaine, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition, et le fait qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité, et la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, afin de veiller à ce que ces crimes du passé ne se reproduisent plus jamais.

Plusieurs intervenants ont également reconnu la pertinence de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et l'engagement pris dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de ne laisser personne de côté afin d'éliminer les inégalités et la discrimination envers les personnes d'ascendance africaine, les peuples autochtones et d'autres groupes vulnérables. Un intervenant a

mentionné les effets discriminatoires des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits humains par les citoyens de plusieurs États.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par la résurgence du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sous diverses formes. Plusieurs d'entre eux se sont inquiétés de la montée de la haine raciale, des discours de haine, de la xénophobie, de l'intolérance, des idéologies suprémacistes et du nationalisme violent. Certains intervenants ont souligné la nécessité d'éliminer toutes les formes d'intolérance dont sont victimes les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique. D'autres ont attiré l'attention sur la multiplication des manifestations d'intolérance, de violence et de discrimination envers les groupes religieux, notamment l'antisémitisme, l'islamophobie et les attitudes anti-chrétiennes. Plusieurs intervenants ont condamné les messages antisémites.

Plusieurs intervenants ont également attiré l'attention sur la situation des migrants, qui continuent d'être victimes de stéréotypes négatifs, de violences verbales et physiques et de lois discriminatoires en matière de citoyenneté, ainsi que d'inégalités dans l'accès aux services économiques et de santé dans de nombreux pays.

Un intervenant a souligné les violations des droits humains et les discriminations dont sont victimes les Palestiniens et les Rohingyas. Plusieurs orateurs ont reconnu le racisme systémique. Ils se sont dits préoccupés par le fait que les minorités raciales ou ethniques, en particulier les personnes d'ascendance africaine, continuent de subir une discrimination institutionnelle et structurelle, qui se manifeste par un accès inégal à une éducation de qualité, au logement, aux soins de santé et à l'emploi et par la discrimination dans le système de justice pénale. La prévalence du profilage racial et l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre contre les personnes d'ascendance africaine ont également été cités comme des préoccupations importantes.

De nombreux intervenants ont reconnu que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avait mis en évidence et exacerbé le racisme, la discrimination raciale et les inégalités sous-jacentes. Certains d'entre eux ont noté les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur les sociétés et les communautés appauvries qui luttent contre les séquelles de l'esclavage et du colonialisme.

Tous les orateurs ont constaté que la pandémie avait pour effet d'accroître la stigmatisation de certains groupes, en particulier les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique, et d'autres groupes vulnérables, tels que les migrants. Plusieurs intervenants se sont également inquiétés de ce qu'ils ont appelé le « vaccinationnalisme », qui a eu pour conséquence de creuser les inégalités d'accès aux vaccins contre la COVID-19 entre les pays. Certains intervenants ont insisté sur la nécessité de faire participer les personnes d'ascendance africaine, y compris les femmes, aux interventions d'urgence et de santé publique, ainsi qu'à la prise de décisions relatives à la pandémie de COVID-19.

Certains intervenants ont reconnu que le meurtre de George Floyd et le mouvement Black Lives Matter en 2020 avaient incité la communauté internationale à se pencher sur les séquelles de l'esclavage et du colonialisme et à prendre des mesures sérieuses pour éliminer le racisme.

Plusieurs intervenants ont rappelé que la Déclaration et le Programme d'action de Durban ont reconnu que le racisme découlait de l'héritage du colonialisme et de la traite des esclaves. Ils ont également rappelé que la Déclaration et le Programme d'action de Durban reconnaissaient que l'esclavage et la traite des esclaves constituaient un crime contre l'humanité et qu'il aurait toujours dû en être ainsi. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que 20 années plus tard, les mesures prises pour mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban étaient insuffisantes. Les intervenants ont noté qu'il importait d'affronter le passé et d'aller de l'avant.

Nombre d'entre eux ont reconnu la nécessité de venir à bout des séquelles de la traite des esclaves, du colonialisme et de l'apartheid pour faire avancer la lutte contre le racisme. Plusieurs intervenants ont noté que la reconnaissance des injustices et des discriminations subies par les personnes d'ascendance africaine ainsi que la réparation des actes répréhensibles historiques étaient nécessaires pour démontrer que le principe de responsabilité était appliqué et que des mesures étaient prises pour lutter contre la discrimination raciale. Un intervenant a fait remarquer que la réparation des préjudices causés par l'esclavage et le colonialisme passait également par la transformation des structures contemporaines d'injustice, d'inégalité et de discrimination raciales inhérentes au système financier et économique mondial.

Un expert a prononcé un discours d'ouverture dans lequel il a rappelé que la Déclaration et le Programme d'action de Durban avaient redonné espoir aux défenseurs de la justice réparatrice. Il a souligné que la lutte en faveur de la justice réparatrice était essentielle à la préservation de la démocratie au XXI^e siècle, dans la suite logique du processus historique qui a débuté il y a deux siècles avec l'abolition de l'esclavage. Il a également noté que la justice réparatrice contribuait à mettre fin à l'éthique coloniale et aux structures raciales sur lesquelles elle s'était construite, aux principes économiques d'exploitation de la main-d'œuvre dans le contexte de l'esclavage et à l'utilisation du racisme comme idéologie de division et de haine. Il a déclaré que la question n'était pas de savoir si nous pouvions le faire, mais comment le faire au mieux dans l'intérêt de tous. Il a souligné l'urgence de trouver des solutions aux questions soulevées à Durban il y a 20 ans.

Plusieurs experts ont noté que le mouvement pour la justice réparatrice était en marche, et ils ont appelé à l'établissement d'un cadre mondial pour la justice réparatrice. Ils ont évoqué différentes initiatives prises aux niveaux gouvernemental et régional, telles que la Commission des réparations de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et son programme en 10 points, ainsi que l'appel lancé par la CARICOM aux États africains pour qu'ils s'associent à l'élaboration d'un cadre mondial pour la justice réparatrice. Un intervenant s'est félicité de la convergence des mouvements de la société civile avec les gouvernements, qui a permis de mettre à l'ordre du jour la nécessité d'aborder la question de la justice réparatrice. Il a aussi mentionné les nombreuses initiatives prises par des institutions privées et publiques, notamment des universités, des entreprises et des musées, afin de se pencher sur leur participation à la lutte contre l'esclavage et la traite des esclaves et sur les moyens d'offrir une justice réparatrice.

Un expert s'est félicité de l'adoption récente de la résolution 47/21 du Conseil des droits de l'homme, intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des responsables de l'application des lois, grâce à une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales ». Ils ont également pris acte du rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la justice raciale et l'égalité (A/HRC/47/53) et de son programme en quatre points (A/HRC/47/53, annexe), qui contient des

recommandations sur les mesures concrètes à prendre pour faire face aux séquelles de la traite des esclaves et du colonialisme, notamment par l'établissement des responsabilités et l'octroi de réparations.

(l'orateur reprend en français)

Voilà le compte-rendu de la table ronde 2, que j'ai eu le plaisir et le privilège de présenter.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Ilze Brands Kehris, Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme, qui va prononcer une déclaration au nom de la Vice-Secrétaire générale.

M^{me} Brands Kehris (*parle en anglais*) : Nous sommes réunis aujourd'hui pour célébrer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et pour renouveler nos engagements à éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le racisme et la discrimination raciale ciblent le cœur même de la dignité d'une personne. L'histoire a prouvé à maintes reprises que, lorsqu'on les laisse s'enraciner, le racisme, la discrimination et l'intolérance détruisent les fondements mêmes des sociétés et les endommagent pour plusieurs générations. Le chemin menant à un monde libéré du racisme est long et difficile. Pour y parvenir, toutes les parties prenantes doivent faire de persévérance, mais la détermination qui a été exprimée aujourd'hui confirme le besoin urgent d'accélérer notre action et de renforcer notre engagement.

Le racisme existe partout, comme l'a rappelé à de nombreuses reprises le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. En tant que préoccupation véritablement mondiale, nous devons continuer de débattre du racisme au niveau mondial pour compléter les mesures nationales et régionales, ainsi que les nombreuses recommandations formulées par les différents mécanismes de défense des droits de l'homme.

Alors que nous réitérons notre promesse de ne jamais oublier les atrocités et les violations des droits de l'homme du passé résultant de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, nous devons profiter du nouvel élan suscité par la mobilisation du public à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui, les États Membres réaffirment que la Déclaration et le Programme d'action de Durban, le document final de la Conférence d'examen de Durban et la déclaration politique formulée lors du dixième anniversaire de son adoption offrent aux Nations Unies un

dispositif général et détaillé sur lequel fonder solidement la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Nous espérons que ce document (résolution 76/1) stimulera nos efforts en vue d'une mise en œuvre plus efficace, complète et universelle de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Pour y parvenir, il est essentiel de renforcer la coopération et la participation des gouvernements, des collectivités locales, des groupes de victimes, des organisations de base, des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des organisations internationales et régionales.

La nécessité de poursuivre notre dialogue constructif sur l'octroi de réparations fait partie intégrante de nos efforts renouvelés. Comme l'a souligné la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans son rapport (A/HRC/47/53) au Conseil des droits de l'homme en juillet, les réparations sont indispensables pour transformer les rapports de discrimination et d'inégalité et pour investir mutuellement pour un avenir plus solide et résilient de dignité, d'égalité et de non-discrimination pour tous.

Comme souligné aujourd'hui, nous devons reconnaître et continuer d'analyser la nature systémique du racisme, en examinant de plus près la manière dont il touche des groupes spécifiques, notamment les Africains et les personnes d'ascendance africaine, les peuples autochtones, les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique. Pour ce faire, il est impératif de prêter attention aux formes de discrimination croisée, notamment celles fondées sur le genre et la religion.

Pour éliminer efficacement le racisme systémique, il est impératif de s'attaquer aux structures de pouvoir et aux pratiques institutionnelles existantes, et de supprimer les lois, règles et pratiques discriminatoires qui ont exacerbé et perpétué l'inégalité des chances et des résultats.

Comme le Secrétaire général l'a souligné ici ce matin (voir A/76/PV.5), le racisme pénètre tous les domaines de la société. Nous devons donc lutter contre le racisme non seulement au sein du système de justice pénale, mais aussi au-delà, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du logement et de la sécurité sociale. Les causes et les conséquences du racisme dans tous les domaines sont interdépendantes et génèrent d'importantes inégalités économiques et sociales et en matière d'éducation.

Il est donc urgent d'adopter une approche globale et multidimensionnelle pour lutter contre et éliminer le racisme et toutes les formes de discrimination raciale. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis en évidence l'urgence de respecter les engagements pris au titre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban afin de tenir la promesse de l'égalité des droits pour tous, à tout moment.

Pour reconstruire en mieux, nous devons veiller à ne laisser personne de côté, à ce que la couverture sanitaire universelle et les régimes de protection sociale soient étendus à tous, et à ce que tous les groupes marginalisés participent pleinement et aient un accès égal aux nouvelles technologies de l'information et des communications. Toute entrave à cet égard pourrait accroître la gravité et l'ampleur de la discrimination raciale.

Je tiens également à souligner la nécessité d'adhérer à l'approche axée sur les victimes de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et de l'améliorer encore en écoutant plus attentivement les victimes. Ce n'est qu'en comprenant mieux leurs besoins que nous pourrions intervenir rapidement et efficacement afin que leurs droits soient respectés, protégés et réalisés.

Le chemin à parcourir est jalonné de défis, mais aussi de nouveaux espoirs et de nouvelles possibilités. Comme cela a été souligné aujourd'hui, l'architecture internationale de lutte contre le racisme a été renforcée. Nous attendons avec intérêt de pouvoir apporter notre soutien à l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine, le nouveau mécanisme visant à promouvoir la justice raciale dans l'application de la loi et la mise en œuvre du programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales (A/HRC/47/53, annexe), récemment lancé par la Haute-Commissaire aux droits de l'homme.

Outre ces nouvelles initiatives importantes, nous ne devons pas oublier les engagements que nous avons pris de promouvoir la mise en œuvre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et de continuer d'appuyer l'action des mécanismes de suivi de Durban.

Le système des Nations Unies continue d'apporter son appui et reste un partenaire indéfectible des États Membres pour que soit atteint notre objectif commun de mettre fin au racisme. Le Réseau des Nations Unies sur la discrimination raciale et la protection des minorités multiplie ses initiatives au Siège et sur le terrain. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans son appel

à l'action en faveur des droits humains, ce n'est qu'en éliminant toutes les formes de discrimination et en s'attaquant aux inégalités dans toutes leurs dimensions que nous pourrons atteindre les objectifs de développement durable.

Nous ne pourrons progresser que si nous restons unis contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. C'est notre responsabilité commune et notre devoir envers les générations passées, présentes et futures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier les délégations pour le débat engagé mené à l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, en particulier en ce qui concerne les réparations, la justice raciale et l'égalité pour les personnes d'ascendance

africaine. Les vues et les recommandations exprimées par les États Membres au cours de cette importante réunion doivent nous servir de guide afin d'aller de l'avant pour nous acquitter des obligations qui nous incombent de construire des sociétés inclusives et égalitaires. C'est indispensable si nous voulons mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Je remercie toutes les personnes ici présentes de leurs contributions.

Nous sommes arrivés au terme de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 72 b) de l'ordre du jour.

La séance est levée à 18 h 50.